



L'avenir du secteur agroalimentaire canadien : l'art du possible

DOCUMENT 3
RAPPORT FINAL

FÉVRIER 2016

L'Institut canadien des politiques agroalimentaires
960, ave Carling, CEF
Immeuble 49, bureau 318
Ottawa (Ontario) K1A 0C6

T : 613-232-8008 ou 1-866-534-7593

www.capi-icpa.ca
info@capi-icpa.ca



*Le contenu de ce document sont la propriété de l'Institut canadien des politiques agroalimentaire.
Les autres parties sont libres d'utiliser le contenu de ce document tant que l'ICPA est référencé.*

L'avenir du secteur agroalimentaire canadien : l'art du possible

Propos recueillis lors du Forum sur l'Avenir de l'agroalimentaire canadien

Lors du Forum sur l'avenir de l'agroalimentaire canadien tenu en novembre 2015, nous nous sommes interrogés sur les objectifs à atteindre dans l'avenir par le secteur agroalimentaire.¹ Nous cherchions à provoquer les participants en posant la question suivante : le Canada pouvait-il aspirer à « se doter du système alimentaire le plus fiable au monde »?

Plusieurs pays cherchent à assurer la croissance économique de leurs systèmes alimentaires tout en tenant compte des changements climatiques et des préoccupations croissantes des consommateurs en matière de salubrité, de sécurité alimentaire et de fiabilité de l'approvisionnement des aliments. Aussi, un des enjeux principaux sera d'arriver à produire davantage sans épuiser le capital naturel (eau, sol et qualité de l'air). Tout se résume à une question de confiance; un des grands défis auquel font faces tous les intervenants, qu'ils soient en production ou en approvisionnement alimentaire ici ou ailleurs, est la fiabilité. À cet égard, le Canada s'en tire relativement bien. Mais on constate que cette préoccupation est plus grande dans certains pays et on nous accuse parfois de complaisance.

Une idée dominante est ressortie lors du Forum : Notre façon d'assurer une plus grande fiabilité pourrait fort bien être la clé de notre compétitivité future. Bâtir la fiabilité suppose une plus grande transparence concernant les pratiques alimentaires et leurs conséquences, ainsi que des données nationales crédibles pour mesurer et tenir compte de notre situation réelle. C'est la voie à suivre permettant au secteur d'accroître son acceptabilité sociale ou « permis social », d'affermir l'image de marque canadienne dans le domaine de l'agroalimentaire et d'accroître la productivité. L'atteinte de cet objectif suppose un nouvel esprit de collaboration entre scientifiques, décideurs politiques et acteurs de l'industrie, incluant un changement majeur dans leur façon d'interagir et de s'attaquer aux priorités en matière d'innovation.

Nous ne voulions pas déterminer si oui ou non le Canada devrait avoir comme objectif de se doter du système alimentaire le plus fiable au monde. Certains des participants au Forum adhéraient à cet objectif ambitieux, d'autres le rejetaient d'emblée. Le consensus qui s'est dégagé voulait qu'une telle assertion émane du consommateur plutôt qu'elle fasse l'objet d'une déclaration de la part de l'industrie ou du gouvernement. Certains étaient d'avis que les aspirations du Canada devaient être plus audacieuses. Quant à nous, la voie à suivre était claire : il est dans le meilleur intérêt du Canada — tant pour l'économie et le mieux-être de la société — de veiller à ce que le système agroalimentaire du pays se dote d'une stratégie pour augmenter et soutenir la fiabilité. Pour être à l'avant-garde, nous devons produire des aliments sains qui améliorent les écosystèmes et les qualités nutritionnelles. (Voir le tableau 1, page 3). Il s'agit là d'un programme avant-gardiste qui peut servir à repositionner l'un des plus importants secteurs de l'économie canadienne.

Le présent document décrit ce que nous avons retenu du Forum : Quatre défis clés, une énorme possibilité, cinq catalyseurs et un appel à l'action. L'Appendice 1 résume certaines des délibérations.

Quatre grands défis liés à l'avenir concurrentiel du Canada

Alors que le secteur agroalimentaire doit composer avec plusieurs enjeux, quatre grands défis sont ressortis lors du Forum :

1. SÉCURISER LE PERMIS SOCIAL

L'intérêt croissant des consommateurs pour l'alimentation présente des occasions sans précédent. On n'a qu'à songer à l'attrait pour des aliments locaux authentiques. Mais cette « lune de miel » mondiale à l'égard de la production alimentaire risque de prendre fin sous peu. Dans les pays développés, une abondance d'aliments généralement sains ne suffit plus. Les consommateurs s'attendent maintenant à des normes plus élevées à toutes les étapes de la production alimentaire. On se préoccupe des menaces qu'on croit liées aux pratiques de production, telles la résistance aux antibiotiques, les maladies zoonotiques et la dégradation du bien environnemental. Bien que l'obtention d'un « permis social d'exploitation » sans restrictions injustifiées soit une priorité, le processus exige beaucoup plus qu'une simple communication avec le consommateur.

- *Une nouvelle ère de transparence et de gouvernance s'impose au Canada et à l'échelle du système alimentaire dans son ensemble.²*

2. TIRER PARTI DE NOS AVANTAGES NATURELS AU SEIN DU SYSTÈME ALIMENTAIRE MONDIAL

Le modèle alimentaire actuel produit de façon fiable un incroyable éventail d'aliments sains. Cependant, les programmes gouvernementaux de soutien à l'agriculture ont, dans leur ensemble, une raison d'être légitime. Pourtant, la plupart des subventions ont des conséquences indésirables telles la surproduction, le blocage des signaux du marché, la propagation des maladies animales, l'épuisement des ressources naturelles, la pollution et le changement climatique.

D'autre part, les coûts d'exploitation sociétaux et environnementaux ne se reflètent pas dans les prix car le marché mondial n'évalue pas de façon précise les impacts sur l'écosystème, ou n'attribue pas une valeur à la protection de ce dernier. Des efforts pour minimiser les impacts négatifs sont en cours, mais les subventions à l'échelle globale, qu'elles soient directes ou indirectes, perpétuent un modèle de production alimentaire qui attise la méfiance du consommateur. En bout de ligne, nous devons décider comment produire davantage sans épuiser notre capital naturel.

- *Dans un tel contexte, il est difficile pour le Canada d'exploiter pleinement ses avantages liés au capital naturel comme élément majeur d'un avantage concurrentiel.*

3. COMPLAISANCE À L'ÉGARD DE L'AJOUT DE VALEUR

L'innovation a largement bénéficié à l'agriculture primaire³ mais la croissance de la productivité a plafonné. Certaines denrées jouissent d'une part appréciable du commerce mondial, et notre rendement dans certains créneaux d'aliments transformés et de boissons est fort respectable. Mais le Canada semble souvent se satisfaire de son rôle de fournisseur de denrées plutôt que d'ajouter davantage de valeur à ses produits ou d'exploiter son plein potentiel en transformation alimentaire. Le Canada fait aussi l'objet de critiques pour son faible soutien financier en recherches publiques et privées.

- *Le Canada n'en fait peut-être pas suffisamment dans un monde où la concurrence se joue sur le plan de la valeur ajoutée à tous les niveaux du système alimentaire.*

4. INFLUENCER LES RÈGLES ET LES CONSÉQUENCES

D'aucuns perçoivent le Canada comme un joueur de poids moyen incapable de dépasser cette catégorie. Quelques sièges sociaux mondiaux se sont établis au Canada, des intérêts étrangers en transformation alimentaire y sont de plus en plus présents, mais nous n'avons aucun détaillant mondial qui s'intéresse à promouvoir les aliments canadiens dans le monde. Nous sommes perçus comme soumis à des règles établies ailleurs plutôt que leader, et nous semblons manquer de volonté, de créativité et de courage pour influencer les normes et règles du commerce international. Ici même au pays, le secteur est fortement fragmenté, chacune de ses composantes définissant très étroitement ce qui est dans l'intérêt national, ce qui affaiblit notre capacité d'exercer une influence en matière des grands enjeux.

- *En l'absence d'une vision qui souligne notre avantage concurrentiel bien défini, le secteur agroalimentaire du Canada ne cherche ni à hausser la barre auprès des concurrents mondiaux, ni à tirer profit de sa position d'important moteur économique au pays.*

Tableau 1 :
Comment
pouvons-nous
transformer des
défis en possibilités
tout en demeurant
concurrentiel et
prospère?

DÉFI MAJEUR

Répondre à de
multiples besoins

Assurer la croissance
économique tout en
composant avec le
changement climatique
et l'augmentation des
attentes

Transparence accrue,
paramètres et
collaboration

ÉNORME POSSIBILITÉ

Fiabilité
accrue et durable

Le Canada
produit des aliments
sains qui **améliorent**
les écosystèmes
et les qualités
nutritionnelles

Énorme possibilité à notre portée

Vu ces défis, les participants au Forum ont examiné la question suivante : Quel est l'art du possible?

Qu'est-il raisonnable de viser? L'élaboration d'une stratégie agroalimentaire fondée sur la fiabilité pourrait se révéler être un puissant moteur stratégique. Elle interpelle les forces du secteur agroalimentaire et de l'ensemble du pays. La fiabilité unit tout le secteur, allant de nos pratiques de gestion des sols et de l'eau à nos façons de livrer les aliments jusqu'à l'assiette du consommateur. Chacun des acteurs du système alimentaire a un rôle à jouer pour soutenir cette fiabilité.

Un système alimentaire canadien fondé sur la fiabilité : En misant sur notre réputation, sur un bon dossier en matière de gouvernance ainsi que sur un système alimentaire sain et hautement respecté, le Canada peut se bâtir une réputation axée sur la production et l'approvisionnement d'aliments qui améliorent réellement la santé de l'écosystème (par ex. la qualité de l'eau, la biodiversité, la réduction d'émissions de carbone, etc.) ainsi que la qualité nutritive de nos aliments. Il s'agit là essentiellement d'une réputation de fiabilité que nous devons nous mériter (de façon tangible). Les idées inter-reliées ci-après indiquent la route à suivre (catalyseurs) pour (a) obtenir l'appui sociétal, (b) demeurer concurrentiel, (c) améliorer la productivité, (d) stimuler l'innovation et, (e) augmenter notre influence :

a. SÉCURISER LE PERMIS SOCIAL

Il ne fait aucun doute que la diffusion du dossier positif du secteur agroalimentaire, qui témoigne du souci qu'il voue à la production alimentaire, a du mérite. Toutefois, les signaux en provenance du marché sont sans équivoque : il ne suffit pas de le dire, il faut le faire et le démontrer. Sécuriser le permis social d'exploitation implique la capacité de mesurer ce souci, et une grande transparence. La situation évolue rapidement. Les chaînes d'approvisionnement d'ici et d'ailleurs découvrent de nouveaux moyens de produire, de s'approvisionner et de fournir des aliments de façon durable et éthique — et en faire la preuve. Ces pratiques pré-concurrentielles sont à l'avant-garde du changement.⁴ Il existe aussi beaucoup d'autres initiatives valables en cours au Canada visant à susciter la confiance et l'appui du public envers le secteur agroalimentaire canadien. Malgré tout, une preuve appropriée à l'appui des prétentions doit être crédible, validée et actuelle.

- *L'assurance d'un permis social repose sur l'identification de paramètres et de repères nationaux pertinents et crédibles en fonction d'indicateurs de fiabilité tels la capacité du secteur à améliorer l'environnement et à produire des aliments sains. La mise en place d'un cadre de gouvernance approprié est d'une grande importance stratégique.*

b. ASPIRER À DEVENIR LE FOURNISSEUR DE CHOIX

Le Canada produit des aliments parmi les plus sécuritaires au monde à partir de sols arables jouissant de la plus faible densité animale et humaine par hectare, tout en ayant des effets négligeables sur les ressources hydriques non renouvelables. Nous devons décider de mesures à prendre pour transformer cet avantage en une valeur concurrentielle. En évitant de parler franchement de cet enjeu, nous laissons passer l'une des occasions économiques les plus importantes — et elle s'offre à nous dès maintenant. Plusieurs sont d'avis que l'image de marque du Canada évoque « santé, sécurité et fiabilité », mais qu'elle en est l'évidence? D'autres pays s'engagent dans la même voie (par ex. l'Irlande s'est engagée à ce que toutes ses exportations soient durables à 100%⁵). L'industrie et les gouvernements se doivent de collaborer pour identifier des paramètres crédibles et des cibles [tel que mentionné précédemment] de façon à démontrer notre responsabilité et notre rendement — et d'agir ainsi sans pour autant compromettre notre compétitivité.

- *Le Canada peut aspirer à devenir le fournisseur de choix auprès de sa clientèle et des consommateurs en démontrant l'authenticité de ses pratiques de production alimentaire - et d'ainsi tirer le plus grand profit de l'avantage de son image de marque et, avec le temps, hausser la barre vis à vis la concurrence.*

c. LA MISE EN VALEUR DU CAPITAL NATUREL ALIMENTE LA PRODUCTIVITÉ

Durabilité et productivité sont étroitement liées. Il est bien connu que des mesures telles l'amélioration de l'utilisation de l'eau, l'optimisation du recours aux engrais et la réduction des coûts d'énergie servent à abaisser les coûts d'exploitation. La quête de moyens de générer des revenus à partir des sous-produits ou extrants du processus de production présente un dividende de durabilité additionnel. Elle peut aussi déboucher sur de nouveaux produits. Par exemple, la réduction des résidus chimiques est bonne pour améliorer l'environnement et elle peut être récompensée par les choix alimentaires des détaillants et des consommateurs fondés sur un tel critère.

- *La valorisation et la gestion du capital naturel doivent inspirer toute stratégie d'affaires. Démontrer les bénéfices dérivés des biens et services écologiques (par ex. de l'eau et de l'air plus purs) peut rapporter au secteur le support du consommateur et de la société et renforcer l'image de marque nationale.*

d. ÉLABORATION D'UN NOUVEAU MODÈLE D'INNOVATION

Le Canada doit demeurer un fournisseur d'aliments sains, fiables et de haute qualité dans un contexte de changement climatique et de stress environnemental. L'objectif clé est de trouver le moyen d'assurer la croissance économique tout en respectant nos nouveaux engagements en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de salubrité de l'eau et des sols et des attentes croissantes du consommateur. L'établissement de priorités et objectifs dans toutes les disciplines scientifiques peut nous permettre de relever d'importants défis auxquels se heurtent l'agriculture et l'alimentation, dont les enjeux liés au captage-stockage du carbone, à l'augmentation de la densité nutritionnelle et à la réduction des résidus chimiques. Pour y arriver, il nous faut un système ou un réseau d'innovation stratégique qui coordonne les efforts en recherche et innovation financés par les gouvernements, interpeler le secteur privé dans cette démarche, et s'associer à d'autres secteurs (par ex. ceux de la santé, de l'environnement et de la technologie). Un nouvel esprit de collaboration permettrait d'éliminer le cloisonnement et servir d'incitatif à l'investissement. Il ne s'agit pas là d'une panacée pour éliminer les faiblesses du Canada en innovation, mais un tel effort à la grandeur du système devrait offrir des avantages concurrentiels. Les organismes réglementaires, forts des analyses des chercheurs du milieu universitaire, joueraient aussi leur rôle en élaborant des pratiques réglementaires plus flexibles pour y assurer la réussite.

- *Un système d'innovation bien réseauté permettrait au secteur agroalimentaire de relever les grands défis scientifiques intersectoriels et ainsi d'ajouter de la valeur dans tout le système alimentaire, par exemple de produire davantage avec moins de conséquences et d'améliorer notre alimentation.*

e. EXERCER PLUS D'INFLUENCE

La société canadienne et ses leaders politiques se doivent de bien reconnaître le secteur agroalimentaire pour sa contribution et son potentiel. En sa qualité de moteur économique principal,⁶ il crée de la richesse et peut jouer un rôle essentiel en améliorant la qualité de nos écosystèmes, une contribution de plus en plus recherchée. Être reconnu comme tel permettrait au secteur agroalimentaire de voir son statut transformé. À défaut d'une telle reconnaissance, il se peut qu'il lui soit plus difficile de se mériter un appui plus important de la classe politique, y compris dans les domaines connexes où un soutien accru est nécessaire, dont ceux de la main-d'œuvre, du transport et des politiques fiscales. Il est aussi question d'exercer plus d'influence à l'étranger.⁷ Le Canada pourrait ainsi être l'instigateur d'une meilleure compréhension de la gestion du capital naturel au niveau mondial. À l'aide de paramètres crédibles, nous pourrions utiliser nos performances antérieures afin d'exercer des pressions sur les règles et normes internationales pour protéger nos propres intérêts et améliorer notre accès aux marchés. Comme pays tributaire du commerce, il nous est essentiel d'engager nos ressources diplomatiques et politiques à l'appui d'une telle initiative. Attirer davantage l'attention sur les effets néfastes des subsides agricoles mondiaux devrait faire partie intégrante d'une telle mission.

- *Le statut et l'influence du secteur agroalimentaire canadien sont liés à sa capacité de démontrer sa double valeur — il est à la fois moteur économique et contributeur aux mieux-être des citoyens. Ce principe peut également servir à créer une influence positive à l'étranger.*

Tableau 2 :

Quelle option prévaudra?

Définir les éléments clés à la prospérité future du secteur agroalimentaire canadien

DÉFI MAJEUR

Répondre à de multiples besoins

Assurer la croissance économique tout en composant avec le changement climatique et l'augmentation des attentes

Méfiance, absence de transparence à l'égard des pratiques alimentaires

Négligence de mettre à profit nos avantages liés à notre capital naturel

Complaisance; insuffisance de préparatifs en vue de concurrencer et d'ajouter de la valeur

Absence d'influence; incapacité de hausser la barre vis à vis nos concurrents

ÉNORME POSSIBILITÉ

Paramètres nationaux permettant d'acquérir un permis social

Paramètres nationaux garants du statut de *fournisseur de choix*

Mettre le capital naturel à l'avant plan des stratégies d'affaires

Coordination de la R&D dans les grandes questions scientifiques pour créer des avantages

Hausser notre statut afin d'influencer les règles et de gagner des appuis

Fiabilité accrue et durable

Le Canada produit des aliments sains qui **améliorent** les écosystèmes et les qualités nutritionnelles



Conclusion

La question clé du Forum, à savoir si le Canada pouvait se doter du système alimentaire le plus fiable au monde, a eu l'effet anticipé. La fiabilité, prise dans son sens large, agit comme une lunette permettant de mieux voir les choix importants que doit prendre le secteur agroalimentaire canadien pour l'avenir :

- Pour nous mériter la confiance des consommateurs, nous devons démontrer de façon crédible l'attention que nous accordons à offrir des aliments sains, à améliorer leurs qualités nutritionnelles, à veiller au bien-être animal, à contribuer aux mieux-être de la planète et à satisfaire à d'autres attentes.
- Si nous voulons être plus productifs ou même produire davantage tout en demeurant concurrentiels, il nous faut prioriser la gestion et l'amélioration du capital naturel dans tout ce que nous faisons.
- Si nous voulons ajouter plus de valeur à nos produits, il nous faut alors collaborer d'une meilleure façon dans toutes les disciplines scientifiques et avec l'industrie agroalimentaire, d'autres secteurs et les autorités publiques.
- Si nous désirons des politiques publiques plus favorables pour le secteur, nous devons en faire valoir les avantages connexes en termes de création de la richesse et de mieux-être sociétal.
- Si nous voulons réellement faire progresser les intérêts du Canada à l'étranger, nous devons faire valoir nos réussites en matière de gestion du capital naturel et d'ainsi accroître l'influence que nous pouvons exercer sur les normes et règles qui orientent le commerce alimentaire partout dans le monde.
- En fait, si nous aspirons à nous doter du « système alimentaire le plus fiable », cette reconnaissance ne peut découler d'une simple affirmation des intervenants ; elle doit nous être accordée par les consommateurs en fonction d'une réalité démontrée.

Prendre des décisions et poser des gestes ici-même pourraient servir à jeter les jalons d'un plan ambitieux dont a besoin le secteur pour se repositionner en fonction d'un monde alimentaire en pleine mouvance. Cet appel à l'action permettra à ce secteur économique majeur du Canada d'atteindre son plein potentiel. Il faut toutefois qu'une coalition de volontaires se rallie derrière un seul message clair : Il est dans le meilleur intérêt du Canada – sur le plan économique et pour le bien-être de ses citoyens — de veiller à ce que notre système alimentaire se dote d'une stratégie qui augmente et maintient la confiance des consommateurs.

Appendice 1 : Sommaire des propos recueillis lors du Forum

Le Forum a suscité les observations suivantes (les noms entre parenthèses sont ceux de conférenciers tels qu'ils apparaissent à l'Appendice 2) :

1. Permis social

Une majorité des conférenciers présents ont donné l'impression que le système alimentaire mondial fonctionne bien et est généralement fiable. Pourtant, plusieurs d'entre eux ont reconnu que les intérêts concurrentiels croissants à l'endroit de la biosphère sapent l'acceptation sociale des pratiques agricoles. On s'entend généralement sur le fait que le permis social soit fonction de la confiance. Plusieurs participants voulaient établir un permis social pour l'agriculture et l'agroalimentaire suivant les pratiques actuelles. Cependant, force est de constater que de plus en plus de gens n'accorderont pas de permis pour l'appropriation ou la destruction du capital naturel car ces derniers considèrent ces pratiques comme une menace. D'autres questions de confiance déterminent aussi ce qui est responsable ou non, y compris la santé humaine, les soins des animaux et l'éthique. Les entreprises et les chaînes d'approvisionnement répondent à ces attentes [Sahlstrom] et la durabilité est d'ores et déjà associée à la productivité au sein de celles-ci [Moreddu].

2. La capacité d'ajouter de la valeur

Le Forum s'est surtout penché sur la mesure dans laquelle le Canada peut arriver à différencier ses produits alimentaires, surtout au niveau pré-concurrentiel ou exclusif. Afin de ne pas nous désavantager sur le plan des coûts par rapport à d'autres pays, nous ne devrions pas concurrencer en fonction de la réglementation en matière de sécurité alimentaire [McCain]. Des objectifs « fondamentaux » (communs) incluent la sécurité des aliments et la fiabilité de l'approvisionnement, alors que d'autres attributs de confiance (santé et durabilité) peuvent aussi servir d'assises à la différenciation [Buckner]. Bien que la réglementation sur la sécurité alimentaire s'applique au niveau pré-concurrentiel, l'innovation en matière de pratiques dans ce domaine pourrait se révéler avantageuse. Le Canada est passé maître en traçabilité du bœuf [Buckner] et mène de la R&D innovante pour améliorer les technologies de détection, comme c'est le cas pour trouver de nouvelles façons de détecter efficacement la salmonelle dans les fruits et légumes frais [Goodridge]. L'amélioration des rapports entre les scientifiques et le secteur privé présentent des occasions considérables [Vinet]. Au fil de l'évolution des technologies et des progrès en science et en savoir, les possibilités sont nombreuses pour le Canada d'affirmer son leadership, d'ajouter de la valeur économique à ses pratiques alimentaires, ce qui rehausse la confiance en nos approvisionnements.

Des discussions portant sur la durabilité ont donné lieu à des points de vue divers. Des initiatives en durabilité des produits de la mer ont révélé, par exemple, que les concurrents doivent œuvrer ensemble pour assurer la viabilité des pêches quand la ressource même est menacée [Clay]. Des conférenciers ont déclaré qu'il n'existe aucune approche homogène pour démontrer la fiabilité [McCain] et qu'il n'y a pas qu'un seul type de consommateur. Mais la fiabilité possède une valeur – car elle est la plus importante denrée [Ross]. L'agriculture en Californie connaît la réussite parce que sa mise en marché repose sur la qualité, la nutrition, et la durabilité, et qu'elle est à l'avant-garde de la collaboration, de la transparence et de l'imputabilité [Ross].

La nature même des systèmes alimentaires évolue en fonction des désirs et attentes du consommateur. Les systèmes alimentaires locaux prolifèrent [Bays]. Des entrepreneurs alimentaires découvrent des moyens de livrer de l'authenticité en créant de nouveaux produits, de nouvelles expériences culinaires et de la transparence en pratiques alimentaires que des segments clés de la consommation recherchent activement [panel d'entrepreneurs]. Les systèmes alimentaires chinois en ligne approvisionnent des centaines de millions de consommateurs chinois. Ils réussissent tous parce que les consommateurs désirent acheter ce qui est fiable [Evans]. (Cela ne veut pas dire que le Canada devrait uniquement approvisionner le marché chinois ni ne concentrer ses efforts que sur les marchés locaux. Les exemples ne font qu'illustrer de nouvelles façons de déservir de nouveaux marchés.) Le message à retenir est le suivant : le Canada doit saisir toutes les occasions. La stratégie de mise en marché 'Go-to-Market' de l'Alibaba est très révélatrice. Le détaillant en ligne le plus important de Chine cherche à vendre plus d'aliments de qualité en provenance de régions et pays divers. Il veut s'approvisionner davantage auprès de provinces canadiennes individuelles (une stratégie provinciale) assortie d'un accord de libre-échange Canada-Chine [Evans].

La prochaine révolution agricole sera alimentée par les données [Goedde]. L'extraction de données est à la base de nouvelles idées et devrait constituer la pierre angulaire de la stratégie canadienne [Goedde]. Par exemple, la qualité nutritionnelle des aliments se détériore partout dans le monde alors qu'on mise davantage sur le rendement des cultures. Une analyse de la qualité nutritionnelle moyenne d'un échantillon de 43 cultures maraîchères des USA a révélé, entre autres mesures, une chute de plus de 30% des niveaux de vitamine B et de 25% du calcium au cours des quelques décennies précédentes [Goedde]. L'amélioration de la qualité nutritionnelle présente une occasion d'innovation alors que le monde entier cherche à produire davantage pour se nourrir. La durabilité environnementale pourrait aussi devenir un moyen clé de différencier le rendement, mais cela ne veut pas nécessairement dire d'en faire grand état [Sumner]. Le Canada se doit d'apprécier la valeur de son capital biologique et d'en saisir le plein avantage comparatif [Sumner].

3. L'état de la production alimentaire mondiale

La croissance de la production continuera de devancer celle de la consommation mondiale au gré des avancées de la science et de l'innovation. Le fait que dans une large mesure l'augmentation de la production soit aussi reliée à l'épuisement du capital naturel non renouvelable, à des coûts minimes pour les systèmes de production, n'a pas empêché certains d'affirmer que la durabilité devrait aussi être pré-concurrentielle [Clay]. Les subsides mondiaux encouragent ce type de production ; ils étouffent l'innovation requise pour y répondre [Clay].

Le Forum nous a appris que différentes règles régissent les pratiques de production alimentaire. Dans des régions de stress climatique, la réglementation s'applique à tout, telle la gestion de l'eau en Californie [Ross]. Mais là où le stress est moins prononcé, comme dans l'Idaho, les normes sont moins élevées [Sumner]. Un tel état de fait plonge ces deux états dans une situation d'iniquité concurrentielle. Ce scénario se répète partout dans le monde là où différentes pratiques sont adoptées. Malheureusement, les données disponibles ne nous permettent pas de faire la lumière sur la question.

De plus, face à d'importants changements, nous sommes témoins d'une baisse des investissements publics en recherche agricole. Au Canada, le budget consacré aux investissements en recherche, en termes de pourcentage des dépenses en valeur ajoutée, a considérablement chuté, de 3,5% (1985) à moins de 2% (2011), bien que cela n'inclue pas les dépenses du secteur privé [Moreddu].

Un autre aspect de la confiance est lié à la sécurité alimentaire. Le Canada se doit d'adopter des politiques et pratiques pour poursuivre sa production alimentaire dans un contexte où s'accroissent le stress environnemental et les demandes de toutes parts. Un conférencier a noté que l'Alberta pourrait devenir un net importateur d'aliments si elle n'arrivait pas à gérer ses sols prudemment et stratégiquement. La province est en train de céder ses meilleures terres à l'urbanisation et autres vocations industrielles, et la qualité de l'eau déperit [Stelfox]. Bien que le secteur agricole canadien s'en tire passablement bien sur le plan du changement climatique, le pays se doit quand même d'élaborer une approche concertée pour y faire face — une occasion « à ne pas gaspiller » [Clay].

4. Assumer le rôle de leader

La mesure dans laquelle le Canada mène sur le plan des pratiques mondiales échappe aux évaluations les plus strictes. Le Canada ne peut être leader parce qu'il doit se plier aux règles établies ailleurs, notamment aux USA, et ne peut rien contre cette réalité [McCain]. D'aucuns encouragent le Canada à assumer un plus grand rôle, mais le pays semble retenir ses élans. Plusieurs pensent que le Canada dispose des ressources nécessaires et d'une solide image de marque nationale, mais fait preuve d'une mentalité de fournisseur de denrées. Le Canada souffre aussi d'une carence d'autorités décisionnelles. Il y a au pays « de moins en moins d'entreprises agricoles et alimentaires qui font le poids sur le plan mondial, et d'universités à vocation agricole de classe mondiale. Le pays manque de sentiment d'urgence, d'engagement et du désir d'investir » [Goedde]. Il en découle que « le Canada tarde — il passe la barre mais il ne marque pas le pas » [Goedde]. Le Canada « ne parle pas suffisamment de victoire » [Lang]. En effet, les leaders du secteur agroalimentaire hésitent à raconter une histoire convaincante et commune (« absence d'une seule voix ») à propos de l'importance de leur secteur au Canada [Lang]. Un tel état de chose empêche le secteur de mettre à profit sa position et d'interpeler le gouvernement quant à la nécessité de changer les politiques publiques pour soutenir la concurrence [Lang]. Bien comprendre les facteurs macroéconomiques et assurer la « cohérence des politiques » sont des éléments critiques pour améliorer l'innovation et attirer l'investissement [Moreddu]. La seule façon de savoir si nous gagnons est d'avoir en main les paramètres appropriés [Moreddu].

Appendice 2 : Modérateurs, panélistes et conférenciers du Forum

Tim Barber, Co-fondateur, Canada 2020 (co-organisateur du Forum)

Joanne Bays, Gestionnaire nationale et cofondatrice, Ferme à la Cafétéria Canada

Dr. François Belzile, chercheur, Université Laval

Ted Bilyea, Président du conseil d'administration, Institut canadien des politiques agroalimentaires

François Bouchard, Président, The Country Grocer

Bill Buckner, Vice-président principal, Cargill

Sabrina Caron, agricultrice, Ferme Roland Caron

Jason Clay, Vice-président principal, Alimentation et marchés, WWF

Jean-Claude Dufour, Doyen, Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, Université Laval

Colleen Dyck, Présidente, The Great Gorp Project

Michael Evans, Président, Alibaba Group

Robert Greenhill, Président exécutif du conseil, Canada Global

Dr. Lutz Goedde, Associé au cabinet, McKinsey & Company

Dr. Lawrence Goodridge, chercheur, McGill University

Sidney Gordon, producteur de céréales

Paul Harber, Chef propriétaire et gestionnaire de marque, Ravine Vineyard

Douglas Hedley, Douglas Hedley, ancien directeur général,

Association des Facultés canadiennes d'agriculture et de médecine vétérinaire

Amanda Lang, journaliste d'affaires et auteur

Chad Mann, Directeur du développement des affaires, Amalgamated Dairies Limited

Michael McCain, Président et chef de la direction, Les Aliments Maple Leaf

Kim McConnell, Fondateur et ex-PDG, AdFarm

David McInnes, Président et chef de la direction, Institut canadien des politiques agroalimentaires
(co-organisateur du Forum)

Catherine Moreddu, Analyste principal, politiques agricoles, OCDE

Dr. Ed Pajor, chercheur, University of Calgary

Karen Ross, Secrétaire, California Department of Food and Agriculture

Trish Sahlstrom, Vice-Présidente, Achats et distribution, A&W Canada

Dr. Brad Stelfox, Fondateur, Écologiste d'aménagement de territoires, ALCES Landscape & Land-Use Ltd.

Daniel Sumner, Professeur Frank H. Buck, Jr., Department of Agricultural and Resource Economics,
University of California, Davis

Derek Tallon, producteur de céréales

Suzanne Vinet, membre du conseil, Genome Quebec

Pour le programme complet du Forum, veuillez visiter notre site web : capi-icpa.ca.

Appendice 3 : Commanditaires et partenaires du Forum

Commanditaires principale	Gay Lea Foods Co-operative Ltd.	Manitoba Agriculture, Food and Rural Development	Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario
	Génome Canada		MNP LLP
Commanditaires spéciale	Mouvement Desjardins		
Commanditaires forum	Alberta Livestock and Meat Agency	Cargill	CN Rail
Commanditaires	Bonduelle	GO5	La fondation de la famille J.W. McConnell
	Bonnefield Financial	GS1 Canada	Salubrité des aliments Canada
	CropLife Canada	La Coop fédérée	
	Financement agricole Canada		
Partenaires	Canadian International Grains Institute	Farm & Food Care Saskatchewan	Grocery Business
	Canadian Roundtable for Sustainable Crops	Fédération canadienne de l'agriculture	McGill Centre for the Convergence of Health and Economics
	Conseil canadien du porc	Food and Beverage Ontario	Perry Caicco, Managing Director, CIBC World Markets
	Conseil de la transformation alimentaire du Québec	Food in Canada	Provision Coalition
	Conseil national de recherches Canada	The Food Institute of the University of Guelph	Pulse Canada
	Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, Université Laval	Food Processors of Canada	Réseau canadien de l'eau
		Glacier Farm Media	

Le Forum a été présenté par l'ICPA et Canada 2020. Nous aimerions remercier ceux qui nous ont fait parvenir leurs idées et commentaires. La liste de contributeurs se trouve sur le site web du Forum : CAFF15.ca (onglet Aperçu et idées).

Notes

1. Dans le cadre de la démarche menant au Forum des 3-4 novembre 2015 à Ottawa, l'ICPA et Canada 2020 ont publié un document de travail intitulé *Façonner la destinée du Canada : Quel est l'art du possible?* Nous avons reçu des commentaires écrits portant sur le document même ainsi que sur la raison d'être du Forum. Nous avons tenu plusieurs « séances d'échanges » avec les intervenants de partout au Canada de juin à octobre 2015. Dès la fin du Forum, nous avons eu des entretiens avec un sous-groupe de participants. Dans le présent rapport, le terme « Forum » couvre tout le processus. On peut consulter les commentaires écrits des participants, les notes prises lors des séances d'échanges, le document de travail et autres documents sous l'onglet Aperçus et idées du site web du Forum, CAFF15.ca.
2. L'ensemble du « système alimentaire » inclut les acteurs des chaînes d'approvisionnement, les secteurs du soutien (tels les fournisseurs d'équipement, le transport et les services financiers), les secteurs adjacents qui s'intéressent aux aliments (tels les milieux de la science, de l'éducation et de la santé) ainsi que les gouvernements et les agences réglementaires.
3. Par exemple, l'adoption de la pratique innovante de culture sans labour et le développement commercial du canola sont des innovations canadiennes fortes réputées.
4. Par exemple, diverses plateformes globales en matière de sécurité des aliments et des initiatives de la chaîne d'approvisionnement visant la durabilité (par ex. approvisionnement en fruits de mer durables, cultures et production bovine durables, etc.) démontrent à quel point les chaînes d'approvisionnement collaborent pour améliorer la sécurité des aliments et les pratiques d'approvisionnement. Des paramètres brevetés pour mesurer et améliorer le rendement sont aussi utilisés par diverses entreprises.
5. Voir l'initiative du Irish Food Board's (Bord Bia) *Origin Green*.
6. Peu de canadiens et canadiennes sont à même de constater que l'industrie de la transformation alimentaire constitue le plus important secteur manufacturier canadien en termes de PIB et d'emploi, plus important encore que les secteurs combinés de l'automobile et de l'aérospatiale.
7. Le Canada affiche d'importantes réussites dans la promotion de ses intérêts à l'étranger telles celles associées à l'accord commercial entre le Canada et l'Union européenne (AÉCG), à la démarche de l'OMC à l'endroit de la U.S. COOL legislation, et à la participation du secteur canadien des légumineuses à l'Année internationale des légumineuses de l'ONU en 2016.